

Solutions basées sur la nature ou séductions basées sur la nature ?

Décortiquer le dangereux mythe selon lequel les solutions basées sur la nature peuvent suffisamment atténuer le changement climatique

Doreen Stabinsky

Les « Solutions basées sur la nature » (SbN) est un terme largement employé mais qui ne fait pas l'objet d'une définition claire. Ce terme peut être interprété différemment par différentes personnes, et inclut de nombreuses actions et approches positives, telles que l'agroécologie et la restauration des écosystèmes. Mais un groupe d'acteurs utilise ce terme pour mener un programme particulier lié à la biodiversité et au changement climatique, qu'il est essentiel de comprendre pour cerner les enjeux politiques liés aux SbN. Ce document d'information a pour but de décrire ce programme et la manière dont les SbN sont utilisées dans ce cadre.

Origines, distorsions et mythes

En 2016, l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) a introduit l'expression « solutions basées sur la nature » au cœur des discours mondiaux sur la conservation. L'UICN définit les « solutions basées sur la nature » comme des « actions visant à protéger, gérer durablement et restaurer les écosystèmes naturels ou modifiés afin à répondre aux défis sociétaux de manière efficace et adaptative, tout en apportant des avantages en termes de bien-être humain et de biodiversité ».¹ Dans une élaboration récente de cette définition, ses promoteurs font référence à sept défis sociétaux que les SbN doivent relever : l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci, la réduction des risques de catastrophe, le développement économique et social, la santé humaine, la sécurité alimentaire, la sécurité dans l'approvisionnement en eau et l'inversion de la dégradation des écosystèmes et de la perte de biodiversité.

¹ <https://www.iucn.org/theme/ecosystem-management/our-work/iucn-global-standard-nature-based-solutions>

Le Réseau Tiers-Monde (Third World Network, TWN) est une organisation internationale indépendante à but non lucratif de recherche et de défense des droits, qui s'emploie à mieux articuler les besoins, les aspirations et les droits des peuples du Sud et à promouvoir un développement juste, équitable et écologique.

Adresse : 131 Jalan Macalister, 10400 Penang, MALAISIE **Tél :** 60-4-2266728/2266159 **Fax :** 60-4-2264505
Courriel : twn@twnetwork.org **Site web :** www.twn.my

Le Centre Africain pour la Biodiversité (African Centre for Biodiversity, ACB) est une organisation de recherche et de plaidoyer œuvrant à la sécurité alimentaire et à l'agroécologie sur le continent africain, avec un intérêt particulier pour la biosécurité, les systèmes semenciers et la biodiversité agricole. L'organisation s'engage à démanteler les inégalités et à résister à l'expansion industrielle des entreprises dans les systèmes alimentaires et agricoles africains.

Adresse : PO Box 29170, Melville 2109, Johannesburg, AFRIQUE DU SUD
Tél : +27 (0)11 486 1156 **Site web :** www.acbio.org.za

Le contenu de cette publication peut être republié ou réutilisé gratuitement à des fins non commerciales, sauf indication contraire. Cette publication est sous licence Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 International Licence.

Bien que le terme puise son origine dans des conversations politiques plus larges sur la conservation de la nature, récemment une grande part de l'attention portée aux SbN a concerné le défi du changement climatique et les contributions possibles de la nature à l'atténuation, à l'adaptation et à la réduction des risques de catastrophes. Parmi ces domaines, l'atténuation du changement climatique est celui qui a suscité le plus d'attention. Cette attention est alimentée par les conclusions d'un article scientifique de 2017 intitulé « Natural Climate Solutions » [*Solutions climatiques naturelles*], qui suggère que ces solutions - en évitant les émissions émises par les écosystèmes naturels et agricoles ou en augmentant la séquestration du carbone dans ces écosystèmes - pourraient contribuer à hauteur de plus d'un tiers de l'effort mondial en matière d'atténuation requis d'ici l'année 2030.² Malgré l'application limitée de cette découverte³ particulière, le chiffre de 37 % est largement cité comme la part des contributions potentielles basées sur la nature à l'atténuation du changement climatique.

Un autre facteur, probablement plus important, qui justifie l'attention portée aux SbN est le mythe selon lequel les possibilités de séquestration du carbone par la nature peuvent compenser (le terme technique utilisé en anglais sur le marché du carbone est celui de « *offset* ») la poursuite de la combustion de combustibles fossiles.

Ce mythe est particulièrement dangereux si nous voulons atteindre l'objectif de l'accord de Paris de maintenir l'augmentation de la température moyenne mondiale bien en dessous de 2°C et de poursuivre les efforts pour limiter à 1,5°C l'augmentation du réchauffement par rapport aux niveaux préindustriels. La science est très, très claire : pour atteindre cet objectif, il faudra décarboniser nos sociétés *et* améliorer les possibilités d'élimination et de séquestration du carbone dans les écosystèmes de notre planète au cours des prochaines décennies. La décarbonisation exige que nous *cessions* d'utiliser des combustibles fossiles (carbone) pour alimenter nos économies. Il ne reste plus de temps pour permettre à certains de continuer à brûler des combustibles fossiles alors que la nature « compense » d'une manière ou d'une autre cette combustion.

Solutions ou séductions ?

Il existe actuellement très peu de moyens d'éliminer le carbone de l'atmosphère. Ces possibilités se trouvent dans la nature – dans le potentiel de séquestration des arbres, des sols, des zones humides et des prairies.⁴

Les contributions de la nature à l'élimination du carbone, si elles s'*ajoutent* aux efforts de décarbonisation, sont essentielles pour atteindre l'objectif de l'accord de Paris. Toutefois, l'idée selon laquelle les absorptions peuvent compenser ou contrebalancer les émissions continues ailleurs n'est que de la séduction. Les compensations ne réduisent pas la concentration globale de dioxyde de carbone dans l'atmosphère ; au mieux, elles n'entraînent pas d'émissions nettes.

Nous devons apprendre à distinguer les *solutions* authentiques fondées sur la nature des *séductions* fondées sur la nature, telles que les compensations de carbone. Il n'y a rien de gratuit ici. Pour lutter contre le changement climatique, il faut *à la fois* mettre fin à la combustion des combustibles fossiles *et* faire tout ce qui est en notre pouvoir pour éliminer de l'atmosphère le carbone accumulé au cours du siècle dernier sous forme d'émissions fossiles.

² <https://www.pnas.org/content/114/44/11645>

³ L'article examine 20 pratiques spécifiques qui impliquent la protection, la restauration et la gestion des écosystèmes naturels et agricoles, les contributions les plus importantes au potentiel d'atténuation provenant de la reforestation et de la conversion forestière évitée. Toutefois, le chiffre de 37 % cité dans l'article ne s'applique qu'au potentiel portant sur la décennie à venir. Après cela, la contribution potentielle des SbN à l'atténuation requise diminue rapidement pour un certain nombre de raisons, notamment la saturation, la permanence, la superficie limitée des écosystèmes où le carbone pourrait être stocké, et l'ampleur de la décarbonisation presque totale des économies qui est finalement nécessaire pour rester en dessous de 2°C ou 1,5°C de réchauffement.

⁴ Certains envisagent un rôle croissant à venir des options technologiques telles que l'amélioration de la météorisation, le captage direct de l'air ou le captage et le stockage du carbone par les bioénergies (CSCB). Mais ces options ne sont pas viables à une échelle utile à ce stade. L'utilisation d'approches basées sur la géo-ingénierie pour l'élimination du dioxyde de carbone est en effet un élément essentiel de la conversation sur l'atténuation du changement climatique, mais nous concentrons ici la discussion sur les NbS.

La combustion des combustibles fossiles ajoute du nouveau carbone (appelons-le carbone fossile) dans l'atmosphère – il s'agit du carbone enfoui profondément sous terre et qui n'a donc pas fait partie du cycle naturel du carbone (terrestre) depuis des millions d'années. Oui, le cycle du carbone terrestre va absorber une partie de ce carbone fossile. Mais la terre (sols, forêts, prairies, c'est-à-dire la « nature ») n'absorbera pas tout le carbone que nous libérons en brûlant des combustibles fossiles, y compris sur les longues échelles temporelles qui comptent pour le climat.

L'**accumulation** constante de dioxyde de carbone dans l'atmosphère résultant de la combustion de combustibles fossiles est au cœur du problème climatique et est essentielle pour envisager des « solutions » à ce problème. Le dioxyde de carbone séjourne dans l'atmosphère durant des centaines, voire des milliers d'années et continue de s'accumuler à mesure que nous continuons à brûler des combustibles fossiles. Les vraies solutions au changement climatique doivent mettre complètement fin aux émissions de carbone fossile et séquestrer le carbone qui a déjà été émis au cours *de centaines ou de milliers d'années à venir*.

Le carbone séquestré dans le cycle du carbone terrestre n'est pas séquestré de manière permanente, et certainement pas sur des échelles temporelles s'étendant sur des centaines ou des milliers d'années. Il est sujet à des inversions, y compris des inversions induites par le climat, comme on anticipe que cela devrait se produire lorsque les écosystèmes se réchauffent ; les forêts se dégradent en raison de la sécheresse, de la chaleur et des incendies ; les sols et les prairies perdent du carbone lorsque les températures se réchauffent ; les zones humides perdent du carbone lorsqu'elles s'assèchent. Les écosystèmes naturels et agricoles peuvent jouer un rôle très important dans la séquestration du carbone, en effet, mais ils ne constituent pas des solutions à long terme au changement climatique.

La séduction des compensations basées sur la nature

Les entreprises, en particulier les entreprises de combustibles fossiles et les intérêts agro-industriels, sont en train d'accroître leurs investissements dans les NbS. Les principaux acteurs du secteur des combustibles fossiles affirment explicitement que ces « solutions » compenseront la poursuite de leurs ventes de combustibles fossiles. La société Shell affirme qu'elle « a l'intention de faire des investissements importants dans des projets qui utilisent la nature pour réduire les émissions de CO₂ », avec l'intention claire que « ces projets peuvent conduire à la commercialisation, à l'échange et à la vente de crédits de carbone [compensatoires] ». Le géant italien des combustibles fossiles, Eni, prévoit d'augmenter sa production de pétrole et de gaz de 3,5 % par an jusqu'en 2025, puis propose de réduire son empreinte carbone de 80 % d'ici 2050, en utilisant 30 millions de tonnes par an d'ici 2050 de compensation carbone provenant de projets de conservation des forêts primaires et secondaires.⁵

Des organisations de protection de la nature basées aux États-Unis, telles que Conservation International, l'Environmental Defense Fund et The Nature Conservancy, ont accepté de participer à l'éco-blanchiment des activités des plus grandes entreprises de combustibles fossiles. Ces trois groupes ont en commun une position favorable envers la compensation carbone et intègrent des éléments de marketing du carbone dans leurs organisations. Tout comme les grandes entreprises de combustibles fossiles, ces organisations sont désireuses de promouvoir les marchés de compensation carbone.

L'éco-blanchiment et le colonialisme du carbone

Les marchés du carbone et les mythes sur les compensations sont utiles pour ceux qui veulent continuer à faire comme si de rien n'était. Il en va de même pour les projets de compensation basés sur la nature qui peuvent à la fois dissimuler les émissions et éco-blanchir ceux qui les produisent, comme en témoignent les campagnes de plantation d'arbres très médiatisées. Alors que le besoin de projets d'éco-blanchiment continue de croître, les SbN du Sud sont visées en priorité en raison de leur « nature » photogénique et charismatique.

⁵ <https://www.shell.com>; <https://www.eni.com/en-IT/media/press-release/2020/02/long-term-strategic-plan-to-2050-and-action-plan-2020-2023.html>

Le colonialisme du carbone est un autre terme utilisé pour décrire cette pratique qui consiste à chercher des « solutions » à ses propres émissions sur les terres et dans les forêts d'autrui. L'expression « solutions basées sur la nature » devrait susciter une série de questions : *Des solutions pour quoi ? Quels sont les problèmes ainsi résolus ? À qui profite la « solution » ? Qui a mis le carbone dans l'atmosphère en premier lieu et qui devrait être responsable de son élimination ?*

Que faut-il faire ?

Les SbN sont un élément central des stratégies de l'industrie des combustibles fossiles visant à dissimuler ses intentions de continuer à extraire et à vendre des combustibles fossiles, malgré le consensus scientifique clair selon lequel la décarbonisation est le seul moyen d'enrayer le changement climatique.⁶

Mais l'empereur est nu. La compensation carbone ne réduit pas les émissions et ne constitue pas une solution au problème climatique. L'industrie des combustibles fossiles est en train d'éco-blanchir son image alors même que ses pratiques continuent d'accroître la quantité de dioxyde de carbone dans l'atmosphère.

Alors que l'industrie recherche de par le monde des forêts, des prairies et des sols à coloniser pour leur potentiel de séquestration du carbone, et qu'elle écologise son image avec de belles photos de ces « solutions » basées sur la nature, ses opérations conduisent directement aux impacts climatiques qui menacent la biodiversité même sur laquelle ces « solutions » sont bâties. Ces projets impliquent déjà l'accaparement de terres, des violations des droits de l'homme et des répercussions sur les moyens de subsistance des populations autochtones et des communautés locales, qui ne feront que s'accroître à mesure que les industries chercheront à acquérir des écosystèmes naturels pour absorber leur pollution au carbone.

Pour protéger la planète et les populations, nous devons reconnaître et rejeter l'éco-blanchiment, les marchés du carbone et le mythe de la compensation carbone qui se cache derrière le programme des SbN des entreprises. Nous sommes favorables à la protection de la biodiversité pour de nombreuses raisons, y compris parce que les écosystèmes sont importants pour la capture du carbone. Des actions concrètes en faveur de la biodiversité contribueront de manière décisive à la réalisation de l'objectif de l'accord de Paris, notamment en protégeant les écosystèmes riches en carbone et les communautés dont les moyens de subsistance dépendent de ces écosystèmes. S'il est possible de découpler les SbN de la compensation et de se concentrer plutôt sur la protection des écosystèmes, des droits et des moyens de subsistance, alors ces options basées sur la nature peuvent être appuyées. En revanche lorsque les SbN sont utilisées comme compensation, il s'agit simplement de séductions basées sur la nature.

Doreen Stabinsky est professeure en politique environnementale mondiale au College of the Atlantic à Bar Harbor, dans le Maine, aux États-Unis.

Ce document a été produit avec une contribution financière partielle de SwedBio/Stockholm Resilience Centre.

⁶ Les gouvernements sont également désireux d'adopter les SbN dans le cadre de leurs efforts d'atténuation. Les principes qu'ils doivent suivre sont les mêmes – les SbN doivent être utilisées **parallèlement** et en complément des efforts de décarbonisation, et non comme un moyen de dissimuler l'inaction. Les gouvernements peuvent tenter de dissimuler la poursuite des émissions derrière des promesses d'atteindre le « zéro net », où les absorptions et les émissions sont additionnées pour obtenir un objectif d'émission « net » plus intéressant. Si ces objectifs ne sont pas basés sur le principe de maximiser d'abord la décarbonisation, le résultat final s'apparentera à notre histoire de compensation ; les gouvernements finiront par sembler beaucoup plus écologiques qu'ils ne le sont en réalité, et nous continuerons sur une voie qui dépasse largement 2°C de réchauffement.